



AGRICULTURE

Céréaliers en tête, les agriculteurs ont réussi leur démonstration de force, hier à Paris. Face à la chute des cours des céréales, la France a demandé à la Commission européenne d'intervenir. Une réunion a lieu demain à Bruxelles.

Paris presse Bruxelles d'agir pour soutenir les prix des céréales

Plus de 10.000 paysans dans les rues de Paris, des tracteurs si nombreux que les derniers n'avaient toujours pas quitté la Nation lorsque le début du cortège est revenu à son point de départ... Céréaliers en tête, les agriculteurs ont réussi la démonstration de force organisée hier pour dénoncer la baisse de leurs revenus et marquer leurs craintes à l'égard de l'avenir de la politique agricole commune (PAC). Toute la question est maintenant de savoir sur quoi cette mobilisation va déboucher.

Pour Jean-Michel Lemétayer, patron de la FNSEA et grand organisateur de cette journée, la réponse est claire : « *Ce soir tout le monde va dire "Quelle réussite!", mais ce ne sera réussi que s'il y a des décisions du gouvernement.* »

L'exécutif sur deux fronts

Un message que les pouvoirs publics ont visiblement entendu. Le gouvernement n'a pas immédiatement sorti de sa manche de nouvelles mesures d'urgence, la situation des céréaliers restant bien meilleure que celle de la plupart des autres agriculteurs, malgré la chute des cours du blé. Mais l'exécutif travaille sur deux fronts.

A Paris, d'abord, Nicolas Sarkozy devrait fournir dès vendredi des



Plus de 10.000 agriculteurs sont venus en tracteur, hier, manifester à travers la capitale. Ici sur la place de la Bastille.

éléments d'espoir à la profession. A l'occasion d'une interview à « La France agricole », il devrait notamment évoquer des pistes pour mieux valoriser le statut de chef d'entreprise de l'exploitant agricole, dans le cadre de la prochaine loi de modernisation du secteur.

A Bruxelles, surtout, le gouvernement espère obtenir le soutien de la Commission européenne.

Face à une situation qu'il juge « *terriblement difficile* », le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, compte demander aujourd'hui à Dacian Cioloș, le commissaire chargé du dossier, « *d'intervenir sur les marchés des céréales pour faire remonter les prix et donner un revenu plus décent à l'ensemble des producteurs français* », a-t-il déclaré hier. Mal-

gré une légère remontée ces dernières semaines, les cours du blé restent en effet proches de leur plus bas niveau depuis vingt ans.

Pour l'heure, la Commission reste prudente. Elle a assuré hier qu'elle « *n'hésiterait pas à réagir si nécessaire* » par des mesures d'intervention pour aider les producteurs, sans plus de précision.

D. C.



Les producteurs de céréales viennent à Paris réclamer des mesures d'urgence

A l'origine de la crise, baisse des revenus et rééquilibrage des subventions

Les céréaliers appellent à une aide d'urgence

Après d'autres filières, les producteurs de grandes cultures s'estiment menacés par la dérégulation des marchés

Arborant des tee-shirts imprimés du slogan «*fauchés comme les blés*», les producteurs de grandes cultures, céréaliers en tête, ont organisé, mardi 27 avril, un grand défilé de tracteurs dans Paris pour dénoncer la baisse de leur revenu et exprimer leur vive inquiétude sur l'avenir de la politique agricole commune (PAC). Réunis à l'appel de quatorze fédérations régionales des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA) et avec le soutien de la FNSEA, ce ne sont pas moins de 9 000 manifestants et 1200 tracteurs qui ont, selon les organisateurs, envahi la capitale.

Par cette démonstration de force, les céréaliers entendent obtenir des «*mesures concrètes et immédiates*» pour ne pas finir l'année «*totalelement exsangues*». En 2009, la filière a accusé une nouvelle baisse de 50 % de ses revenus, lesquels avaient déjà enregistré un recul de 30 % en 2008.

«*L'image du céréalier à l'aise est tenace, mais elle est fausse*», lâche Michel Masson, président de la FRSEA de la région Centre. Le revenu moyen d'un exploitant céréalier est tombé, en 2009, à 15 200 euros annuels, ce qui reste toutefois supérieur à bien d'autres types de culture.

La récolte 2009, une des plus élevée des dix dernières années, a pourtant été «*bonne, voire excellente*», ne cache pas Thierry Bontour, président de la FRSEA Nord-Bassin parisien. Mais après deux années «*euphoriques*» en 2006 et 2007, les cours mondiaux des céréales se sont effondrés et sont passés d'environ 270 à 110 euros la tonne. «*Et, aujourd'hui, en dépit des petits soubresauts de ces derniers jours, ils ne présentent aucune perspective de redressement, alors que les charges [engrais, énergies, semences...] restent élevées. L'année 2010 s'annonce catastro-*

phique, martèle cet exploitant. D'autant que cette année, nous faisons face à la mise en application du rééquilibrage des aides de la PAC.»

En février 2009, Michel Barnier, alors ministre de l'Agriculture, plaçant pour une PAC plus équitable, avait décidé de rééquilibrer la distribution des aides directes au profit des laissés-pour-compte du système, notamment l'élevage ovin, l'agriculture de montagne ou la filière bio. Un rééquilibrage qui se traduit pour les céréaliers, les plus favorisés jusqu'alors, par une baisse des subventions, lesquelles ont été ramenées à 260 euros par hectare en moyenne. «*Cette redistribution a été décidée lorsque les prix étaient hauts. Mais, aujourd'hui, relève Dominique Chambrette, vice-président de l'Association générale des producteurs de blé et autres céréales (AGPB), les prix sont retombés très bas et ce rééquilibrage se traduit par un manque à gagner de 80 euros à l'hectare. En moyenne, insiste-t-il, les exploitations céréalieres ont une superficie de 120 hectares, la perte peut ainsi s'élever à près de 10 000 euros pour un exploitant.*»

Les céréaliers en appellent à des allègements de charges fiscales et sociales, ainsi qu'à celles touchant à l'environnement. Ils réclament surtout au plus vite des aides au stockage et un coup de pouce aux exportations. Car ils ont encore des stocks importants issus de la récolte 2009. «*Il faudrait pouvoir exporter 4 à 5 millions de tonnes de céréales d'ici à la fin juillet, sinon nous braderons. Sans mesures concrètes nous permettant de dégager, la campagne 2010 est morte. Il faut arrêter le massacre avant qu'il ne soit trop tard*», plaide M. Masson, qui soutient que «*dans le Loiret, si rien n'est fait, un quart des céréaliers mettront la clé sous la porte d'ici à la fin de l'année.*»

Baisse des cours

Dans ce contexte, les manifestants veulent aussi interpellier Dacian Ciolos, le commissaire européen à l'agriculture – qui doit se rendre à Paris mercredi – «*sur la volonté française de maintenir des outils de régulation des marchés*». Et dire au ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, qui doit l'accueillir, «*de tenir bon*» sur le maintien d'une PAC qui jusqu'à présent leur a été favorable.

Le 6 avril, lors d'un déplacement dans l'Essonne, Nicolas Sarkozy a refusé de revenir sur le rééquilibrage national des aides PAC. Il a cependant promis d'accélérer la mise en place d'un comité de suivi des céréales. C'est dans le cadre de cette instance, réunie pour la première fois le 14 avril, que M. Le Maire entend examiner les problèmes de la filière. Reste que ce comité ne remettra pas ses conclusions avant la fin de l'année, un délai jugé évidemment trop long par les producteurs.

S'il n'ignore pas l'impact de la baisse des cours ni celui du rééquilibrage des aides PAC sur la situation des céréaliers, M. Le Maire se refuse à «*toute précipitation*». «*Il faut que nous trouvions les outils permettant aux céréaliers de faire face aux fluctuations conjoncturelles des cours, mais cela doit se faire dans le cadre d'un plan de développement de la filière et, pour cela, il faut que nous menions un travail de fond sur les écarts de compétitivité avec nos voisins européens*», soutient le ministre qui écarte, vu l'état des finances publiques, l'idée d'aides immédiates.

Poursuivant sa reconquête de l'électorat agricole, M. Sarkozy devrait s'adresser de nouveau à lui dans le cadre d'un entretien à l'hebdomadaire spécialisé *La France agricole* à paraître vendredi. ■

Laetitia Van Eeckhout



AGRICULTURE

Près de 400 tracteurs ont rallié Paris

Des dizaines de tracteurs, à la queue leu leu, phares scintillants à l'aube, roulent sur l'A 6. Il est 6 heures, hier. Les céréaliers, serrés sur la voie de droite, escortés par les forces de l'ordre, débarquent du sud du département, du Loiret et de l'Yonne. « On est au moins 70 tracteurs » lance Frédéric Frot, secrétaire adjoint de la FDSEA, Seine-et-Marne, organisateur de ce convoi exceptionnel. Tous convergent vers un même objectif : Paris et la grande manifestation réunissant 10 000 agriculteurs en colère et 1 300 tracteurs venus de toutes les campagnes françaises. Deux points de rassemblement dans le département : le péage de Fleury-en-Bière sur l'A 6, où s'étaient donné rendez-vous une centaine de conducteurs de tracteurs, et celui de Coutevroult, sur l'A 4, où s'étaient rejoints près de 300 autres engins agricoles.

Sur les tracteurs, les manifestants avaient fixé des drapeaux, des panneaux annonçant un florilège de revendications ou d'avertissements. « Ne tuez pas notre campagne » sur l'un, « Sarko, soit réglé, on veut vivre de notre boulot » sur l'autre ou encore « Agriculture compromise, pas de nourriture ».

Au péage de Fleury-en-Bière, les céréaliers descendent de leurs monstres mécaniques. Certains sont habillés de tee-shirts graffés « Fauchés comme les blés » côté pile et « Attention, agriculteurs en colère » côté face.

Ce rassemblement exceptionnel, c'est aussi l'occasion de se croiser, entre collègues, même si « le but de la journée, c'est de dire que cela va mal », tient à préciser Jean-Luc, parti dès 4 h 30 de sa ferme. « Au début, on était deux, et puis on s'est retrouvé à 14 à Souppes-sur-Loing », ajoute un

collègue. Entre deux rencontres, ils évoquent les revendications qui les ont amenés à se rassembler. La chute vertigineuse des cours mondiaux, les baisses des aides européennes et... Michel Barnier, l'ancien ministre de l'agriculture qui est l'objet de tous les quolibets. « Il a plombé les grandes cultures ad vitam aeternam avec ce

qu'il a pondu, s'indigne Emmanuel, installé depuis 1995. Il a baissé les aides de 55 € par hectares. En 2009, on n'a rien gagné avec la chute des prix, et avec cette réforme, je prévois un déficit de 12 000 à 15 000 € pour 2010-2011 ». Vers 16 heures, les céréaliers ont pris, sur leur tracteur, le chemin du retour. Peu après 18 heures, les premiers avaient atteint Coutevroult sur l'A 4 avant de se disperser.

FLORE MABILLEAU

Les manifestants mettent l'ambiance sur l'A4

« **D**es prix, pas des primes » ou encore un élégant « Sarko, tête de veau ! » à côté d'un mannequin représentant la pendaison d'un agriculteur : les manifestants ne manquaient pas d'imagination, hier matin, sur l'autoroute A4. Certains n'hésitaient pas à saluer les curieux massés sur les ponts. Il faut dire que les automobilistes ont fait bon accueil aux 280 tracteurs colorés et décorés qui remontaient vers la capitale. Respectueux de la circulation, ces derniers circulaient à la queue leu leu sur la file de

droite. A une vitesse d'environ 30 km à l'heure, les premiers arrivaient déjà à Nogent-sur-Marne (94) lorsque les derniers se trouvaient toujours à Ermenainville.

Un cortège bon enfant qui ne faisait toutefois pas oublier l'inquiétude des céréaliers et des éleveurs financièrement pris à la gorge. A ce moment-là, il y avait déjà bien longtemps qu'un autre cortège les avait précédés : celui des CRS partis assurer la sécurité à Paris par la Francilienne.

G. CO



FLEURY-EN-BIÈRE, hier. Les agriculteurs du sud de la Seine-et-Marne, du Loiret et de l'Yonne se sont regroupés au péage pour ensuite aller manifester à Paris.

(L.P.F.M.)